

## Compte-rendu du Bureau du 1er février 2010

Les membres du bureau syndical se sont réunis le 1er février 2010 à 18 heures 30 à La Voulte/Rhône, sous la présidence de Monsieur Maurice QUINKAL, Président du SIVU.

Présents : M. Quinkal, G.Cavenaget, P. Curtius, L. Clérel, M. Lecomte, D. Picheral, C. Chantre

Agents invités : D. Suszwalak, B. Arnaudon, L. Bayle, G. Capeillère, HP Eldin, G. Fréry, D.Wojylac

### **1) Réflexions sur la position du SIVU au sein du réseau "très haut débit"**

M. Quinkal présente le cadre de la réunion ADN/ADTIM /Opérateurs qui a eu lieu le 26 janvier dernier.

D. Suszwalak, à l'aide d'un tableau, précise la qualification d'opérateur. Sur près de 1 000 déclarés en France, aucune collectivité locale n'est déclarée auprès de l'ARCEP comme fournisseur d'accès, à cause de l'article 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Exceptions possibles :

- groupe fermé d'utilisateurs
- territoires ou aucun opérateur n'est présent

Mais nos adhérents ne constituent pas, juridiquement, un GFU.

Les solutions 2 et 3 du tableau sont déclinées en matière d'avantages et d'inconvénients : marque blanche (comme on en fait pour l'ADSL) ; groupement de commandes (on achète en groupe, par délégation de nos collectivités)

La solution 4 est celle du partenariat avec un opérateur (à l'exemple de ce qu'on fait avec l'éditeur Cosoluce pour les logiciels métiers).

Toutes les solutions possibles (2,3,4) passent par une définition préalable des besoins.

D. Suszwalak expose qu'une démarche du Sivu pour postuler nécessitera un gros travail de la part de l'équipe, voire même l'embauche d'un chargé de mission.

P. Curtius s'interroge sur l'intérêt des Communes à passer par le Sivu plutôt que de traiter en direct avec les opérateurs. L'intérêt principal serait un tarif préférentiel négocié et attractif, ainsi que la proximité.

M. Quinkal estime qu'on ne peut encore nouer aucun contact avec les Communes sans avoir au préalable fait l'état des lieux de la demande des adhérents.

D. Picheral confirme et ajoute qu'un grand nombre de petites communes ne savent pas encore très bien à quoi leur servirait le haut ou le très haut débit. Le rôle du Sivu est, dans tous les cas, d'éclairer leur choix. Le partenariat (solution 4) avec un seul opérateur lui fait un peu peur.

L. Clérel souligne que l'atout du Sivu se situe précisément là où les opérateurs sont en général défaillants : celui de l'après-vente et de l'assistance.

H.P. Eldin ajoute que c'est une bonne occasion d'aller faire le bilan des coûts Telecom dans les communes.

D. Picheral, comme P.Curtius pense que les solutions 4 et 2 sont les seules envisageables.

D. Suszwalak expose que les prix peuvent se différencier sur les gros marchés d'entreprise et de collectivités, qui traitent directement, mais sur 90 % du marché (particuliers) et petites collectivités, il est probable que très rapidement toutes les offres seront au même prix.

H.P. Eldin pense que le réseau ADN devrait permettre de relier les établissements principaux (siège, établissements, écoles, centres sportifs) d'une collectivité à une connexion unique. Mais c'est un travail d'audit et pédagogique qui nécessite beaucoup de temps.

D. Suszwalak affirme que les moyens actuels du Sivu ne le permettent pas.

M. Quinkal rappelle qu'on doit, pour la semaine prochaine, tracer des pistes au comité syndical.

Les membres du Bureau estiment que le Sivu peut difficilement rester en dehors du coup.  
G. Fréry souhaite qu'on analyse bien notre précédente démarche d'opérateur sous marque blanche avec Alphalink, qui n'a pas donné vraiment de bons résultats chiffrés.  
D. Wojylac remet la question des usages au cœur de la réflexion à mener.  
M. Quinkal renonce à présenter le projet tel quel au prochain Comité syndical, faute d'un choix clair qui se dégage. Il préfère l'informer simplement de la réflexion du Bureau par rapport aux solutions 2 ou 4 à partir d'une information générale sur le réseau qui se dessine.  
Le Sivu devra accomplir à minima son travail pédagogique et de conseil auprès de ses adhérents.

## **2) Convention à intervenir avec le SITRA Rhône-Alpes concernant les données touristiques**

M. Quinkal présente la banque de données touristiques de SITRA.  
D. Wojylac expose l'expérience du Sivu en la matière ("manifs07"), qui n'a pas été couronnée de succès, mais toujours maintenue. A l'occasion de la mise en place du site de St-Agrève, il a pu conventionner le site de la ville avec SITRA.  
Une convention serait possible avec SITRA pour mettre en avant sur le site e-ardeche.fr les événements de l'Ardèche, sans toucher aux données touristiques, pour ne pas empiéter sur les missions du comité départemental du tourisme. Accord du Bureau.

## **3) Convention à intervenir avec la Caisse des Dépôts et Consignations concernant les données communales**

Dans le cadre de la refonte du site grand public e-ardeche.fr, G. Fréry relate la rencontre avec la CDC Numérique pour l'exploitation de ses données sur les services publics locaux.  
En échange de quoi le Sivu peut lui fournir ses données administratives relatives aux communes de l'Ardèche, qui sont plus à jour que celles que la CDC détient. Il reste à se mettre d'accord sur un périmètre (adhérents ou toutes les communes).  
La CDC Numérique, qui a en charge la base de données de "service-public.fr", par délégation de la Documentation Française, propose une expérimentation en Ardèche, qui ferait l'objet d'une convention.

## **4) Gestion des listes de diffusion**

M. Quinkal informe le Bureau de la pratique de l'Association des Maires Ruraux de France sur la liste de diffusion du Sivu. Des partis politiques l'ont également sollicité pour pouvoir se servir de nos listes.  
Il estime qu'on doit statuer sur ce qui peut ou ce qui doit être diffusé.

D. Suszwalak propose d'intégrer dans la réforme statutaire une liste d'associations et de structures ayants des droits de diffusion sur la liste, et d'inscrire également l'obligation d'être inscrit en tant qu'adhérent.

On pourrait également y introduire une "netiquette".

Une proposition complémentaire de G. Fréry est de travailler sur deux listes : l'une réservée au Sivu, nouvelle, et convertir la liste-maires en liste ouverte au service des communes et structures représentatives du département, munie d'une netiquette, comprenant toutes les collectivités du 07, adhérentes ou pas.

## **5) Convention à intervenir avec l'ADULLACT**

B. Arnaudon rappelle la collaboration déjà ancienne du Sivu avec l'Adullact. Sa gamme de services est importante. Le Sivu n'utilise actuellement que la télétransmission des actes, et bientôt

Hélios et la convocation des élus.

Le coût de la cotisation était de 3500€, tombé après négociation à 1500€ + une tarification par services. L'inconvénient est la passation d'un marché pour chaque service.

La proposition est de signer une convention valable à la fois pour le Sivu et pour ses collectivités, avec une part fixe de 3500€/an et une part variable par commune suivant l'utilisation des services. Accord du Bureau.

## **6) Convention à intervenir avec la Trésorerie concernant l'utilisation du Protocole d'Echange Standard version 2**

Pour permettre la dématérialisation des pièces comptables, le Sivu doit passer convention avec la Trésorerie. Deux possibilités sont offertes (passerelle du Ministère ou tiers de télétransmission). Pour bien maîtriser la question, il est nécessaire de passer convention sur les deux modalités techniques, pour être les beta-testeurs dans les deux domaines.

Accord du Bureau.

## **7) Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire et cotisation 2010 des collectivités**

D. Suszwalak présente les tableaux budgétaires pour le budget général. Il attire l'attention sur l'excédent antérieur reporté, qui a complètement fondu. La subvention du CG devrait baisser encore un peu de 350 à 300 K€.

Il va falloir reprendre une partie des provisions pour boucler un budget à l'équilibre.

Pour la régie, il souligne que c'est la première année où le budget de la régie est supérieur au budget général, ce qui montre que l'activité du Sivu a considérablement augmenté.

Le président souhaite proposer une hausse de la cotisation de 1,08 à 1,10 €.

Les membres du Bureau sont d'accord sur cette proposition. P. Curtius souhaite qu'on garde la mesure car si les finances du Sivu sont encore relativement saines, celles de nombreuses Communes ont largement plus de difficultés.

D. Picheral intervient en estimant que l'indemnité des vice-présidents pourrait être moindre. M. Quinkal demande que tous les concernés soient présents pour prendre cette décision.

## **8) Rémunération des stagiaires au Sivu**

D. Suszwalak a préparé une délibération pour remettre le Sivu dans le cadre usuel des stages à l'Etat et dans les entreprises. Les stages inférieurs à deux mois n'ouvriront pas droit à aucune gratification, ceux de plus de deux mois seront indemnisés à hauteur de 12,5 % du plafond de la Sécurité Sociale. Accord du Bureau.

## **9) Contrat d'assistance juridique - décision finale à prendre**

Le sujet a été remis maintes fois, D. Suszwalak souhaite que le Comité syndical tranche sur ce problème : le Sivu a-t-il vocation à fournir un service d'assistance juridique ? Plutôt que d'interroger le CS, il sera fait un mailing aux adhérents.

## **10) Questions Diverses**

Les points d'accès publics : un certain nombre de points d'accès publics sont sans statut ou avec un statut ambigu. De nouvelles demandes se présentent encore (Villevocance, Vinezac). Vu l'heure et la complexité du thème, ce point est reporté à une prochaine séance.

Label Ville-Internet : D. Suszwalak propose une opération de communication avec l'association Ville-internet. Il présente la note préparée par C. Caille. Il en coûterait 4 000 € d'adhésion au Sivu pour présenter un grand nombre de dossiers des adhérents à la labellisation.

Dossiers de l'appel à projets centres multimédias : G. Fréry fait circuler un point chiffré sur les dossiers revenus 24 heures après l'échéance de l'appel à projets.

Problèmes de stockage : G. Capeillère demande que le Président intervienne auprès du Maire de St-Agrève pour le solliciter sur un local de stockage pour les grandes quantités de matériel qui arrivent pour le plan ENR. M. Quinkal le fera.

Avenant sur le marché 2009-003 : D. Suszwalak demande au Bureau l'autorisation pour le Président de signer un avenant avec la société ASTS sur le marché 2009-003 pour plus de portables (plan Ecole Numérique Rurale), après avis favorable de la commission d'appel d'offres du 11 janvier 2010 : accord du Bureau.